



Government Offices of Sweden



« Libre de décider, #Libresdenoschoix »

Comment garantir l'accès universel aux droits et à la santé sexuelle et reproductive, condition essentielle de l'émancipation des femmes et des filles

Mercredi 13 mars 2019, 11h30-12h45

Salle de conférence CR11, bâtiment des Nations Unies

Evènement parallèle à la CSW 63 parrainé par la France et la Suède

Organisé par Fédération internationale de planification familiale (IPPF), le Planning Familial (France) et le mouvement She Decides,

avec le soutien des Coordinations du Lobby européen des femmes (CLEF et SWL) et de la Fondation Jean Jaurès

Objectif

Comment les systèmes de protection sociale et de santé publique permettent-ils de mieux garantir et protéger les droits sexuels et reproductifs, dans le monde, et particulièrement dans les pays en transition économique et sociale ?

Intervenants pressentis

- Mme Marlène SCHIAPPA, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, championne *She Decides*, France
- Mme Åsa LINDHAGEN, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Suède
- Mme Hélène ILBOUDO-MARSHAL, ministre de la femme, de la solidarité nationale et de la famille, Burkina Faso
- Ms. Lorence KABASELE BIRUNGI, *She Decides*, AfriYAN, République Démocratique du Congo
- Mme Alice ACKERMANN, *Youth Sexual Awareness For Europe (YSAFE)*, France
- Mme Pamela MARTIN-GARCIA, « *Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito* », Argentine

Les panelistes présenteront leurs perspectives sur:

- Les défis et les bonnes pratiques pour garantir et protéger les droits et la santé sexuelle et reproductive ;
- Le lien entre une approche de la protection sociale fondée sur les droits humains et l'accès plein et entier aux droits sexuels et reproductifs ;
- Les enjeux d'une éducation à la sexualité et d'un accès à des informations justes et adaptées ;





Government Offices of Sweden



- Comment les systèmes de santé innovants permettent de garantir l'accès au choix et à des services de santé sexuelle « au plus près des femmes » ;
- Le cadre juridique et social ainsi que les évolutions législatives pour un accès sécurisé et dépenalisé à l'avortement.

Contexte

La campagne mondiale *She Decides* a été lancée fin janvier 2017 par les Pays-Bas, rejoints très vite par plus de 50 pays et de nombreuses organisations, en réponse à la décision de la nouvelle administration américaine de suspendre toutes les aides financières aux organisations étrangères qui agissent, militent ou donnent seulement des informations sur l'avortement.

Il s'agit de compenser autant que possible les conséquences négatives de l'interruption du financement des ONG internationales soutenant l'avortement. Et de rappeler par la même occasion que l'interdiction ou la pénalisation de l'avortement ne mène pas à moins d'avortements, mais à plus de pratiques dangereuses dans des lieux clandestins et plus de mortalité maternelle.

Les droits sexuels font partie intégrante des droits humains. Ils contribuent à la liberté, l'égalité et la dignité de chaque personne, femme et homme, sur cette planète. Ils figurent parmi les Objectifs du développement durable (ODD), à la fois comme droit fondamental à choisir son ou sa partenaire, choisir si, quand et combien d'enfants on veut, et pour cela, avoir accès à l'information et aux services nécessaires de contraception et d'avortement, adaptés aux jeunes, ainsi qu'à une éducation complète à la sexualité.

Pour parvenir au meilleur état de santé possible, chaque personne doit pouvoir exercer ses choix dans sa vie sexuelle et reproductive et se sentir en confiance et sécurisée dans l'expression de son orientation sexuelle ou son identité de genre, sans crainte et sans coercition. Il ne peut y avoir de réflexion sur le développement des populations sans intégrer cette approche. Il est important de mettre en avant les progrès réalisés dans ce domaine depuis les conférences du Caire (1994) et de Pékin (1995), ainsi que ceux qui restent à accomplir pour que ces avancées soient universelles.

Mais aujourd'hui, la discrimination, la stigmatisation, la peur et la violence sont des menaces réelles pour beaucoup. Accéder à ces droits est toujours et encore un problème pour les jeunes, filles ou garçons, les femmes, et les personnes vulnérables, comme les femmes migrantes, les personnes handicapées : manque de centres d'accueil, fermetures de structures, manque de professionnels de santé et d'intervenants sociaux, rupture d'approvisionnement en produits contraceptifs et en matériel, pressions familiales, culturelles, religieuses... Ces menaces empêchent de nombreuses personnes de jouir de leur santé et de leurs droits sexuels.

La France et la Suède se sont mobilisées aux côtés de l'IPPF, pour soutenir le mouvement *She Decides*. L'accès des femmes et des filles aux droits et à la santé sexuelle et reproductive sont un élément fondamental de leur diplomatie féministe. La Suède et la France se sont engagées, avec leurs alliés et partenaires de bonne volonté, à tout mettre en œuvre pour garantir un accès libre et protégé à ces droits, pour toutes les femmes et pour tous les jeunes en Europe et dans le monde.

